

Piqûre de rappel : Pfizer et les pharmaceutiques au pouvoir



[Source : journaldemontreal.com]



Par

LÉO-PAUL LAUZON

24 octobre 2013

La société américaine Pfizer est la plus grosse compagnie pharmaceutique au monde et elle n'est pas mal plus importante et plus riche que le Canada. En termes de ressources économiques, le Québec est un nain par rapport à Pfizer et à la tyrannie du cartel pharmaceutique qui font la pluie et le beau temps dans le monde grâce à leurs milliers de lobbyistes, d'universitaires franchisés, de groupes de recherches commandités et d'ex-politiciens à leur emploi. Comme pour les pétrolières, les banques, les chemins de fer, les firmes de génie, etc., et on repassera pour la supposée vive concurrence qu'est censée se livrer les agents économiques de tout marché. Dans plusieurs secteurs économiques, la concurrence et de ce fait l'économie de marché ne sont que des vues de l'esprit.

Mentionnons aussi que comme à l'accoutumée, Québec est chiche envers le monde ordinaire mais très généreux avec la caste supérieure, ce qui se concrétisera par le versement annuel de plusieurs centaines de milliers par année en fonds publics versés par la province à des pharmaceutiques milliardaires. Ça fait que c'est le Québec qui est le plus généreux en aide gouvernementale et où le prix des médicaments est le plus élevé au Canada. Même en leur donnant notre chemise, les mamouths pharmaceutiques en veulent toujours immonde et à flusher des milliards d'employés.

L'éthique et Pfizer

Commençons par une «joke» à vous faire mourir de rire. Elle vient de Scott Wilks, un haut dirigeant de Pfizer Canada, qui a dit très sérieusement, en entrevue au journal *Les Affaires* du 7 avril 2012 que : «Il faut payer les médicaments à un prix équitable». Imaginez, faut avoir du front, et un gros en plus de ça, tout le tour de la tête pour nous parler de «prix équitable» des médicaments en particuliers et «d'équité» en général. Franchement, les pharmaceutiques qui détournent des milliards de dollars annuellement dans les paradis fiscaux par le biais de leurs filiales qui y logent et de leurs prix de transfert; des cadeaux princiers qu'ils distribuent aux médecins, aux

pharmaceutiques et aux chercheurs universitaires pour services rendues à leur publicité trompeuse et mensongère, etc.

Tiens, prenons le titre de cet article de journal du 8 août 2012 : «Pfizer versera 60 millions\$ US pour une affaire de corruption» et de celui-ci du 3 septembre 2009 : «Pfizer paie une amende record pour publicité abusive». Un petit 2,3 milliards\$ US en amende auquel, selon moi, il aurait fallu aussi condamner les dirigeants de l'entreprise à la prison. Il y a aussi cet article du 10 décembre 2010 qui nous signale que «Pfizer a embauché des enquêteurs privés chargés de trouver des informations incriminantes sur le ministre de la justice du Nigéria qui poursuivait le géant pharmaceutique pour 75 millions de dollars» et également cet autre du 31 mai 2008 intitulé «Depo-Provera. Le recours collectif contre Pfizer peut aller de l'avant». Et après, ils ont le culot de se faire les apôtres de l'éthique et de la responsabilité sociale.

À genoux devant Pfizer

Contrairement à son engagement pris en 1987 d'investir 10% de leurs revenus en recherche au pays, en échange de subventions et de faveurs comme la durée prolongée de vie des brevets, de façon unilatérale et en vrai petit dictateur, Pfizer met fin à ses belles promesses : «Pfizer remet en question son engagement» (*La Presse*, 8 décembre 2010). Et nos élus affranchis s'écrasent face à ce comportement despotique.

Et même si c'est le Québec qui leur en donne le plus sur le bras de la population, Pfizer ne fait «pas de promesse pour le Québec» (16 mai 2012). Pfizer peut toutefois aider les provinces à «mieux gérer et prévoir ses coûts lorsque de nouveaux médicaments sont inscrits sur les listes». On appelle ça du mépris. Ce sont ces mêmes canailles qui provoquent intentionnellement des pénuries de médicaments moins rentables afin de vendre au gros prix leurs nouveaux médicaments qui sont quasi identiques aux vieilles pilules.

Des promesses de pertes d'emplois

Contrairement à ce que disent les boss de Pfizer, oui, ils peuvent faire des promesses de... Pertes d'emplois et soyez assurés qu'ils tiennent parole. Tiens, prenons le titre de ces articles de journal récents : «Autre coup dur pour la recherche à Montréal. Pfizer élimine 150 postes» (3 février 2011). Puis, Pfizer dans Saint-Laurent : Quarante postes abolis» (26 mai 2012) et enfin : «Hémorragie dans l'industrie pharmaceutique. Pfizer sabre 300 emplois, dont la majorité à Montréal» (29 octobre 2012). Pourtant, Stephen Harper nous avait juré que les importantes baisses d'impôt sur le revenu consenties aux entreprises allaient créer des jobs, stimuler l'investissement et la croissance et créer beaucoup de richesse. Un autre mensonge des politiciens.

La recherche fondamentale sous-traitée

Et dire que nos gouvernements récidivent et nous enfoncent encore plus dans les entrailles du cartel pharmaceutique en sortant la recherche fondamentale pour de nouveaux médicaments des universités afin de les sous-traiter à des bieries biotechnologiques privées subventionnées à fonds par des fonds publics et à des fonds d'investissement spéculatifs qui s'associent aux transnationales pharmaceutiques. Ça, ça fait que les affairistes, les spéculateurs et les multinationales s'enrichissent et la population s'appauvrit et devient toujours à la merci du diktat des géants pharmaceutiques. Faut faire comme plusieurs pays et compte tenu de l'importance des médicaments pour le bien-être et la souveraineté de tout peuple et de leurs prix sur les budgets des familles et de la santé publique, faut remettre dans les institutions publiques la recherche fondamentale en santé. C'est trop important pour laisser ça à des gens qui sont principalement guidés par la cupidité bien avant le bien commun et la santé des gens. On a qu'à voir comment l'industrie pharmaceutique est peu émue par les millions de décès reliés aux VIH, s'est comportée en Afrique, ce qui fait dire que dans certains pays on meurt plus du sida que ou, encore, les profits avant la santé.